

RAPPORT DE SUIVI CRÉNEAU THEMATIQUE ENFANCE, SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION

Section 1: Page de couverture et section d'identification du Programme conjoint

a. Informations de base et Identification du Programme conjoint

<p>Date de soumission : 18 juillet 2012 Soumis par : Nom : Lucia Elmi Titre : Représentante UNICEF Mauritanie Organisation : UNICEF Contact : lelmi@unicef.org</p>	<p>Pays et fenêtre thématique: Mauritanie Nutrition, Sécurité Alimentaire et Enfance</p>
<p>N° de Projet MDTF/Atlas: Titre: Accélération de la lutte contre la Faim et la Malnutrition des Enfants dans le sud est Mauritanien</p>	<p>Numéro du rapport : Période de rapport : Période de rapport : Du 1^{er} Janvier au 30 juin 2012 Durée du programme 46 mois Date officielle de début : 29 août 2009</p>
<p>Organisations des NU participantes FAO, OMS, UNICEF et PAM</p>	<p>Partenaires de réalisation¹ Ministère des Affaires Economiques et du Développement Ministère de la Santé Ministère des Affaires Sociales, Enfance et Familles Ministère du Développement Rural Commissariat à la Sécurité Alimentaire ONG Nationales et internationales</p>

Les informations financières communiquées doivent inclure les frais généraux, les frais de S&E et autres frais associés.

Bilan du Budget	
Montant total approuvé pour le budget :	FAO: 1,694,880 PAM: 2,937,870 UNICEF: 2,395,024 OMS: 472,226 Total: 7,500,000
Montant total transféré à ce jour :	FAO: 1,694,880 PAM: 2,937,870 UNICEF: 2,395,024 OMS : 472,226 Total: 7,500,000
Budget total engagé à ce jour :	FAO: 1,126, 585 PAM: 2,148,467 UNICEF: 1,748,713 OMS: 357,017 Total: 5,380,782
Budget total dépensé à ce jour :	FAO: 1,004,403 PAM: 2,148,467 UNICEF: 1,748,713 OMS: 357,017 Total: 5,380,782

¹ Veuillez mentionner tous les partenaires engagés dans la réalisation, les ONG, les Universités, etc.

BENEFICIARIES

Bénéficiaires directs : « Individus, groupes ou organisations qui bénéficient de l'action de développement, directement ou non, intentionnellement ou non.

Type de bénéficiaire	Nombre d'institutions prévu	Nombre d'institutions à ce jour	Nombre de femmes prévu	Nombre de femmes à ce jour	Nombre d'hommes prévu	Nombre d'hommes à ce jour	Nombre d'individus prévu provenant de groupes	Nombre d'individus à ce jour provenant de groupes ethniques
Enfants de moins de cinq ans pour tout le programme							107 000	119 741
Femmes en âge de procréer pour tout le programme			316 000					
Nombre de Centres de nutrition Communautaire (CNC)	37	37						
Nombre de services de santé (CRENAS, CRENI)	60	120					1154	1122
CRENAM : enfants								5250
CRENAM Femmes								1750
CRENAM: famille de l'auxiliaire								
SAVS								
VCT								21968
Nombre de Magasins multifonctionnels	7	7 +2 en cours	4411	4191	2794	2794		
Nombre de groupements d'agropasteurs bénéficiaires	75	57	10 ,000	9,184	6,123	6,123		
Mobilisation sociale a travers les ONG	3	7						
Total								

Bénéficiaires Indirects

Type de bénéficiaire	Nombre d'institutions prévus	Nombre d'institutions à ce jour	Nombre de femmes prévus	Nombre de femmes à ce jour	Nombre d'hommes prévus	Nombre d'hommes à ce jour	Nombre d'individus prévus provenant de groupes	Nombre d'individus à ce jour provenant de groupes
Nombre de ménages bénéficiant d'interventions du Programme	120 000	120 000						
Nombre de Magasins multifonctionnels	7	7+ 2 en cours						
Nombre de démonstrations (bénéfice d'agropasteurs)	75	57	7 500	4400	3 750	3840		
Total								

b. Cadre de suivi du Programme conjoint

Ce modèle est identique à celui que vous trouverez dans les documents du PC. Nous avons ajouté 3 colonnes pour indiquer les niveaux de référence et les objectifs des indicateurs. Dans ce modèle, toutes les valeurs sont cumulatives. Cela signifie que les valeurs passées obtenues s'accumulent (s'ajoutent dans le temps) à mesure que le programme conjoint est mis en œuvre. Vous êtes tenu d'inclure non seulement les indicateurs, mais aussi la valeur de ceux-ci. Si vous ne le faites pas, veuillez en expliquer la raison, ainsi que la manière dont vous obtiendrez ces informations pour la période suivante.

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC *	Réalisation de l'objectif à ce jour**	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
<p>Effet 1 : La sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables est améliorée par l'accroissement de la disponibilité et l'accès aux produits alimentaires et le renforcement des capacités économiques des ménages en particulier du milieu rural pauvre</p> <p>Produits de l'effet 1</p> <p>1. La disponibilité et l'accessibilité des produits alimentaires aux populations sont améliorées</p> <p>2. Les circuits de production, de commercialisation et de stockage des produits alimentaires sont améliorés</p> <p>3. Les capacités économiques des ménages ruraux sont améliorées</p>	<p>Taux d'insécurité alimentaire au niveau des ménages</p>	<p>Baseline : 44% Calendrier : Juin 2009</p>	<p>Résultat : 36% Calendrier : 2012</p>	N/A	Enquêtes sur la Sécurité Alimentaire des Ménages	Enquêtes annuelles, représentatives au niveau départemental	FAO, PAM : Le PAM a la responsabilité de mettre en place et de renforcer les SAVS et la mise en œuvre des VCT, les autres produits de cet effet sont de la responsabilité de la FAO	<p>1. Les communautés doivent permettre le ciblage des femmes chefs de ménages plus vulnérables</p> <p>2. La disponibilité de l'eau et l'accès à la terre sont assurés</p> <p>3. La difficulté de créer des synergies et une bonne coordination entre la mise en œuvre des interventions</p> <p>4. Le risque d'aléas climatiques, du péril acridien et des urgences récurrentes (inondations, crise alimentaire et nutritionnelle)</p>
	<p>Score de diversité alimentaire dans les ménages</p>	<p>Baseline : à définir Calendrier : n/a</p>	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
	<p>Prévalence de la malnutrition chronique</p>	<p>Baseline: 18,9% Calendrier : Juillet</p>	N/F	<p>Résultat : 28.2% HEC et 16.3%</p>	<p>Enquêtes nutritionnelles SMART conduites deux</p>	<p>Enquêtes SMART avec Collecte annuelle -</p>	<p>Avec la collaboration de</p>	

<p>4. Les capacités productives agricoles sont améliorées, surtout des femmes chefs de ménages et des sites bénéficiaires du programme de récupération nutritionnelle.</p> <p>5. La production agricole locale est améliorée par la création d'actifs productifs, surtout des femmes chefs de ménages et des sites bénéficiaires du programme de récupération nutritionnelle</p>	<p>(stunting) chez les enfants de 6-59 mois</p> <p>Prévalence de la malnutrition aigüe globale (wasting) chez les enfants de 6-59 mois</p>	<p>2009</p> <p>Baseline: 12,5% Calendrier : juillet 2009</p>	<p>N/A</p>	<p>HEG Calendrier: juillet 2011</p> <p>Résultat : 14.8 HEC et 12.4% HEG Calendrier: juillet 2011</p>	<p>fois par an. Celle de juillet 2010 intègre le score de diversité alimentaire dans les ménages</p>	<p>pendant le période de soudure (Juillet 2011) et période post-récolte (décembre 2011)</p>	<p>FAO, le score de diversité alimentaire au niveau des ménages est intégré à l'enquête SMART de juillet 2010.</p>	
<p>Effet 2 : Les mères d'enfants de moins de cinq ans adoptent des comportements adéquats en matière d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant et la prise en charge de la malnutrition aiguë chez les enfants, les femmes enceintes et allaitantes est assurée de façon continue</p> <p>Produits de l'effet 2</p> <p>1. Des comportements adéquats en matière d'alimentation du nourrisson et de jeune enfant sont promus</p>	<p>Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de 6-59 mois</p> <p>Prévalence de l'allaitement maternel exclusif (AME) chez les</p>	<p>Baseline: 30.4% Calendrier : juillet 2009</p> <p>Baseline: 46.2% Calendrier : Décembre</p>	<p>Résultat PC : 24% Calendrier : 2012</p> <p>N/A</p>	<p>Résultat : 39.7% HEC et HEG 24.3% Calendrier : Juillet 2011</p> <p>Enquêtes Nutritionnelles Méthodologie SMART</p>		<p>2 Enquêtes pendant le programme, représentatives au niveau régional, Collecte faite durant an 1 et 3, pendant le période de soudure (entre Mars et Juillet) dans le cadre du programme</p>	<p>Ministère de la Santé – mise en œuvre</p>	<p>1. L'engagement des services techniques régionaux est assuré</p> <p>2. La difficulté de créer des synergies et une bonne coordination entre les partenaires de la mise en œuvre des interventions</p> <p>3. La résistance au changement qui peut aboutir à la non-adhésion des groupes</p>

<p>chez les individus, les familles et les communautés à travers les Centres de Nutrition Communautaire</p>	<p>nourrissons de moins de six mois</p>	<p>2009</p>					<p>UNICEF – appui technique et financier</p>	<p>cibles aux objectifs du programme (analphabétisme , dépendance du développement politique et social)</p>
<p>2. Des comportements adéquats en matière d'alimentation du nourrisson et de jeune enfant sont promus chez les individus, les familles et les communautés à travers le système de santé et les ONGs</p>	<p>% des enfants de 6-59 mois avec une alimentation minimale acceptable (fréquence et diversité)</p>	<p>Baseline: 8.2% Calendrier: décembre 2009</p>		<p>34,7%</p>				
<p>3. Des comportements adéquats en matière d'alimentation du nourrisson et de jeune enfant sont promus chez les individus, les familles et les communautés à travers les CRENAMs</p>	<p>% d'admission dans chaque type de structure en prise en charge de la malnutrition aigue sévère</p>	<p>Baseline: 30% Calendrier : 2008</p>		<p>ND</p> <p>Taux de guérison HEC 65.61%, HEG 74.31%</p>	<p>SNIS</p>			<p>4. L'enclavement des régions ciblées et la dispersion de la population Une dégradation de la sécurité alimentaire des groupes ciblés pourra limiter l'impact des activités de prévention de la malnutrition</p>
<p>4. Des comportements adéquats en matière d'alimentation du nourrisson et de jeune enfant sont promus à travers la promotion de l'IHAB.</p>	<p>% d'abandon du traitement</p>	<p>Baseline : 18% Calendrier : 2008</p>		<p>Taux d'abandon HEC 24.2% et HEG : 17.43%</p>	<p>SNIS</p>			
<p>5. Les ménages bénéficient d'une eau de qualité améliorée</p>								
<p>6. Le protocole national de la prise en charge de la malnutrition aigue est</p>								

<p>intégré et approprié par les structures sanitaires et communautaires et les enfants sévèrement malnutris sont correctement pris en charge</p> <p>7. Le protocole national de la prise en charge de la malnutrition aigue est intégré et approprié par les structures et communautaires et les enfants modérément malnutris sont correctement pris en charge</p> <p>8. Les mécanismes de liaison sont établis entre les communautés et les systèmes de santé et la mobilisation sociale est effective</p>								
<p>Effet 3 : Les capacités de coordination et de suivi des acteurs du gouvernement et des partenaires sont renforcées en matière de nutrition et de sécurité alimentaire.</p> <p>Produits de l'effet 3</p> <p>1. Les mécanismes régional et national de coordination des activités de nutrition et de sécurité alimentaire sont renforcés</p>	<p>Nombre de participants aux sessions de formations de renforcement des capacités organisées à différents niveaux</p> <p>Niveau du fonctionnement de mécanismes</p>	<p>Baseline : n/d C</p> <p>20 participants</p> <p>Baseline : 0 Calendrier</p>			<p>Rapport de formations</p> <p>Comptes rendus de réunions</p>	<p>Collecte continue de données, selon les sessions de formation et réunions</p>	<p>CRD et CGP : maintenir registres détaillés d'assistance</p> <p>Coordinateur Régional – maintenir base de données détaillé d'assistance aux formations transversalement a tous les secteurs</p> <p>Agence leader : UNICEF</p>	<p>1. La situation d'insécurité liée au kidnapping des expatriés permet la mise en place de l'assistance technique externe</p> <p>2. La situation politique durant la durée du programme permet sa mise en œuvre</p> <p>3. Les organismes régionaux et locaux de gestion et développement adoptent une</p>

<p>2. La surveillance nutritionnelle est opérationnelle</p> <p>3. La surveillance alimentaire et de sécurité alimentaire est opérationnelle</p> <p>4. Les activités de plaidoyer, de formation de journalistes et de communication externe sont opérationnelles</p>	<p>de coordination (régularité et fréquentation des réunions aux :</p> <p>Nombre de réunion du CGP</p> <p>Nombre de réunions des comités de pilotage réalisées par région</p> <p>Nombre de sessions de plaidoyer organisées</p>	<p>: juillet 2009</p> <p>Entre janvier 2010 et juin 2010 : 4 réunions du CGP</p> <p>Baseline : 0</p> <p>Calendrier : Janvier-juin 2010</p> <p>Cible : 2</p> <p>réalisée : 2</p>		<p>11</p> <p>10</p> <p>2</p>				<p>démarche participative et collaborent entre eux de façon continue</p> <p>4. La forte mobilité du personnel des régions cibles suites à des affectations est atténuée</p> <p>5. Les obstacles administratifs et d'accès aux services essentiels pour les populations vivant le long de la zone frontalière avec le Mali</p>
---	---	---	--	------------------------------	--	--	--	---

*

c. Cadre de résultats du programme conjoint et informations financières

Ce tableau présente l'avancement financier cumulé de la mise en œuvre du programme conjoint à la fin du semestre. Il s'agit des chiffres financiers cumulés depuis le lancement du programme jusqu'à présent (y compris tous les décaissements annuels cumulés). Il doit servir de mise à jour du cadre de résultats qui se trouve dans votre document de programme d'origine. Vous devez fournir un tableau pour chaque résultat.

Définition des catégories financières

- **Montant total prévu pour le PC** : budget total alloué pour la durée complète du PC.
- **Montant total affecté estimé** : cette catégorie inclut tout montant affecté et déboursé à ce jour.

- **Montant total déboursé estimé** : cette catégorie n'inclut que les fonds déboursés et dépensés à ce jour.
- **Taux d'exécution estimé (%)** : fonds déboursés par rapport aux fonds transférés à ce jour.

Résultat du PC : 1.1 : Les disponibilités et l'accessibilité des produits alimentaires aux populations sont améliorées.										
Résultats du programme	Activité	ANNÉE			AGENCE DE L'ONU	PARTIE RESPONSABLE	État d'avancement estimé de la mise en œuvre			
		A1	A2	A3			NATIONAL/LOCAL	Montant total prévu pour le PC	Montant affecté total estimé	Montant déboursé total estimé
20 Villages servis; 20 SAVS (renforcement et Nouvelles créations); bénéficiaires: 1360 femmes, 1254 hommes, 1876 garçons, 2027 filles gestionnaires en service, contribution positive à la stabilisation des prix des produits agricoles, plus grande disponibilité des intrants à la veille des saisons de production	1.1.1 Mise en place et renforcement de 20 Stocks alimentaires villageois de sécurité; formation des comités de gestion des SAVS	x			PAM	CSA	1 270 698	971802	740 253	76%
	Total						1 270 698	971 802	740 253	76%
Résultat du PC : 1.2 Les circuits de production, de commercialisation et de stockage des produits alimentaires sont améliorés.										
01 étude de marché, 07 magasins fonctionnels, 02 ateliers, 14 gestionnaires en service, contribution positive à la stabilisation des prix des produits agricoles, plus grande disponibilité des intrants à la veille des saisons de production	1.2.1 Etude des marchés	x			FAO	MDR	887 000	24 000	22 694	95%
	1.2.2. Amélioration des capacités de stockage et d'approvisionnement au niveau communal				FAO	MDR		517 546	417,019	80%
Total						887 000	541 546	439 713	81%	
Résultat du PC : 1.3 Les capacités économiques des ménages ruraux sont améliorées										

07 mutuelles fonctionnelles, 2 campagnes de crédit par site, 20 bénéficiaires par campagne dont 65% sont des femmes, plus de 40% des microprojets financés sont pour l'élevage, 14 gérants maîtrisant la gestion des mutuelles, stabilisation des prix des produits agricoles par zone (en période de soudure),	1.3.1 Appui économique des ménages aux micro crédits institutionnalisés et aux activités génératrices des revenus	x			FAO	MDR	428 000	428 679	385,611	90%
	1.3.2. Mise en place des fonds de roulement pour approvisionnement et commercialisation des produits agricoles				FAO	MDR		310 304	208,552	67%
Total							428 000	738 983	594 163	80%
Résultat du PC : : 1.4 La production agricole locale est améliorée, surtout des femmes chefs de ménages et des sites bénéficiaires du programme de récupération nutritionnelle.										
10 sites sont fournis en intrants nécessaires et équipés en matériel d'irrigation, 10 CRENAM sont fournis à la saison en produits agricoles diversifiés, 30 % de diversification de l'alimentation dans les CRENAM (2 mois par an),	1.4.1 Provision des intrants (semences, engrais, plants, etc.) dans les ménages qui sont en insécurité alimentaire chronique	x			FAO	MDR	269 000	295 217	90,781	31%
	1.4.2. Appui à la gestion de l'eau (irrigation, conservation des eaux et des sols, etc.)				FAO	MDR		85 354	1 878	2%
Total							269 000	380 571	92 659	24%
Résultat du PC 1.5 La production agricole locale est améliorée, surtout des femmes chefs de ménages et des sites bénéficiaires du programme de récupération nutritionnelle										
50 sites de VCT mis en œuvre dans les 2 wilayas; bénéficiaires: 2250 femmes, 2360 hommes, 3540 garçons, 3838 filles	1.5.1 Mise en œuvre d'activités de 60 VCT par la création ou réhabilitation d'ouvrages et appui technique à la production agricole	x			PAM	CSA	749 321	874 055	698 512	80%
Total							749 321	874 055	698 512	80%
Produit 2 du programme conjoint: 2.1 Des comportements adéquats en matière d'alimentation du nourrisson et de jeune enfant sont promus chez les individus, les familles et les communautés à travers les Centres de Nutrition Communautaire (CNC)										

Un contrat de travail est établi avec le MASEF et 30 sur 37 centres de nutrition communautaires (CNC) dans le Hodh El Gharbi sont renforcés et mènent régulièrement des activités de qualité de promotion de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, de bonnes pratiques de traitement et conservation de l'eau à domicile	2.1.1 Contribution à la mise en œuvre de la stratégie de communication pour le changement de comportement (CCC) en nutrition dans les CNC (contrat MASEF)	x			UNICEF	MASEF	55 000	78 279	57 384	73%
	2.1.2. Promotion des bonnes pratiques de conservation et de traitement de l'eau à domicile à travers les CNC (contrat MASEF)				UNICEF	MASEF	25 000	25 057	6 022	24%
	2.1.3. Equipement bureau d'Aioun +Ordinateurs				UNICEF	MDR	31 000	32 350	32 350	104%
Total							111 000	135 686	95 756	70%
Produit 2 du programme conjoint: 2.2 Des comportements adéquats en matière d'alimentation du nourrisson et de jeune enfant sont promus chez les individus, les familles et les communautés à travers le système de santé et les ONG										
Deux contrats seront signés avec deux ONG pour conduire des activités de promotion de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, Une fois par ana semaine mondiale de l'allaitement maternel sera célébrée dans les deux régions et deux fois par an l'intégration de la promotion de l'AME sera assurée dans les 2 000 villages des deux régions	2.2.1 Mise en œuvre du plan intégré de communication en matière d'alimentation du nourrisson et de jeune enfant et de l'hygiène (1/2 salaire annuel, DSA, coordonnateur, et véhicule et consultants)	x			UNICEF	MS	322 020	347 899	332 091	95%
	2.2.2. Contractualiser les ONG Internationales pour les activités communautaires (contrat ONG)				UNICEF	MS	160 000	209 214	190,458	91%
	2.2.3. Célébrer chaque année la semaine mondiale de l'allaitement				UNICEF	MS	30 000	25 848	15 848	61%

	2.2.4. Intégration de la promotion de l'AME dans les semaines de santé de l'enfant (vitamine A, déparasitage et AME)				UNICEF	MS	216 000	151 082	91 270	60%
	2.2.5. Formation des agents de santé				UNICEF	MS	84 000	24 663	4 663	19%
	Total						812 020	758 706	634 330	84%
Produit 2 du programme conjoint: 2.3 Des comportements adéquats en matière d'alimentation du nourrisson et de jeune enfant sont promus chez les individus, les familles et les communautés à travers les CRENAM										
200 CRENAM; 16000 enfants, 4000 femmes, 524 auxiliaires	2.3.1 Mise des activités de communication et de sensibilisation sur hygiène dans les CRENAM (avec des outils disponibles par UNICEF)	x			PAM	CSA	120 000	101 592	31 000	30%
	Total						120 000	101 592	31 000	30%
Produit 2 du programme conjoint: 2.4 Des comportements adéquats en matière d'alimentation du nourrisson et de jeune enfant sont promus à travers la promotion de l'IHAB										
7 formations 3 supervisions nationales par an 3 supervisions régionales	2.4.1 Renforcement des capacités des prestataires de santé et des partenaires en AME à travers l'IHAB (15 formations, 3 supervisions régionales et deux supervisions nationales par an)	x			OMS	MS	156 000	166 000	123 004	74%
	Total						156 000	166 000	123 004	74%
Produit 2 du programme conjoint: 2.5 Les ménages bénéficient d'une eau dont la qualité est contrôlée et suivie :31 et 50%.										
4 Medical staff Training (Water Quality Testing) 3 Medical staff Training (FOS) FOS water quality surveillance supervision (1/semester, 5 days/mission)	2.5.1 Contrôle de la qualité de l'eau potable (deux missions de dix jours par an)	x			OMS	MS	285 333	315333	250021	79%

		Total			285 333	315 333	250 021	79%	
Produit 2 du programme conjoint: 2.6 Le protocole national de la prise en charge de la malnutrition aigue est intégré et approprié par les structures sanitaires et communautaires et les enfants sévèrement malnutris sont correctement pris en charge									
60 centres de réhabilitation nutritionnelle seront rendus fonctionnels (équipement, formation et mise en place des outils) sur 120 et 4 missions d'équipes mobiles de prise en charge de la malnutrition aigue seront organisées dans 75 villages vulnérables situés au delà de 15 km d'un centre de prise en charge.	2.6.1 Assistance technique et appui en équipement/ intrants aux centres de récupération nutritionnels (Equipement anthropométrique, outils, IEC et Branding)	x		UNICEF	MS	87 000	103 659	91 598	88%
	2.6.2 Mise en place et fonctionnement des unités mobiles, visites régulières. (équipe mobile+location de véhicules)			UNICEF	MS	49 200	69 200	44 087	64%
	2.6.3. Recyclage et formation continue du personnel de santé et des partenaires pour une bonne prise en charge des enfants malnutris sévères			UNICEF	MS	84 000	78 271	64 271	82%
	2.6.4. Appui de UNICEF Nouakchott (salaire Staff+chauffeur et DSA Staff+ Chauffeur)			UNICEF	MS	327 120	371 255	322 946	87%
		Total			547 320	622 385	522 902	84%	
Produit 2 du programme conjoint: 2.7 Le protocole national de la prise en charge de la malnutrition aiguë est intégré et approprié par les structures et communautaires et les enfants modérément malnutris sont correctement pris en charge.									
200 CRENAM; 16000 enfants, 4000 femmes, 524 auxiliaires	2.7.1 Mise en place et fonctionnement de 200 CRENAM: Soutien aux ONG, formation et visites régulières	x		PAM	CSA	197 649	485 992	434 395	89%
	2.7.2. Intégration du dépistage actif aux semaines de santé de l'enfant (dépend de la campagne de Vitamine A par UNICEF)			PAM	MS	149 349	126 064	75 367	60%

	Total					346 998	612 056	509 762	83%	
Produit 2 du programme conjoint: 2.8 Les mécanismes de liaison sont établis entre les communautés et les systèmes de santé et la mobilisation sociale est effective. = <30%										
200 CRENAM; 16000 enfants, 4000 femmes, 524 auxiliaires	2.8.1 Formation et mise en place aux relais communautaires ou agents de santé communautaire (dès que les formations d'ASC sont fini par UNICEF)	x			PAM	CSA	153 549	122 760	71 576	58%
	Total					153 549	122 760	71 576	58%	
Produit 3 du programme conjoint: 3.1 Les mécanismes régional et national de coordination des activités de nutrition et de sécurité alimentaire sont renforcés										
Les mécanismes de coordination dans les deux régions sont mis en place et sont fonctionnels. Les acteurs en charge de la coordination sont formés. Les activités de plaidoyer, de documentation et de communication externe sont mises en œuvre.	3.1.1 Intégration au système régional de coordination des acteurs et des partenaires (ONG et SNU) et définition des procédures de coordination.				UNICEF	MAED	28 000	60 791	36 204	59%
	3.1.2. Renforcement des capacités du mécanisme de coordination régional (formation).				UNICEF	MAED	70 000	78 949	31 947	40%
	3.1.3. Plaidoyer, documentation, information auprès des décideurs centraux et des partenaires				UNICEF	MAED	50 000	44 489	34 529	78%
	Total					148 000	184 229	102 680	56%	
Produit 3 du programme conjoint: 3.2 La surveillance nutritionnelle est opérationnelle										
Deux enquêtes annuelles sont conduites et le système d'information	3.2.1 Organisation de deux enquêtes nutritionnelles (an 1 et an 3).	x			UNICEF	MS	240 000	232 929	112 929	48%

	3.2.2 Renforcement du système de surveillance nutritionnelle de routine (formation SNIS supervisions régionales et équipement en outils de gestion de l'information).				UNICEF	MS	105 000	71 565	71 565	100%
	Total						345 000	304 494	184 494	60%
Produit 3 du programme conjoint: 3.3 La surveillance alimentaire et de sécurité alimentaire est opérationnelle										
Une enquête de sécurité alimentaire est conduite	3.3.1 Organisation d'enquêtes de sécurité alimentaire	x			PAM	CSA	60 000	62 298	42 298	68%
	Total						60 000	62 298	42 298	68%
Produit 4 Suivi évaluation et coordination du programme conjoint:										
Un atelier de lancement et une revue annuelle sont réalisés pour les deux régions du projet.	4.1 Atelier de lancement du programme	x			UNICEF	MAED	15 000	14 050	14050	100%
	4.2. Revue annuelle				UNICEF	MAED	15 000	20 590	15 901	77%
	4.2 Revue a mi parcours				UNICEF	MAED	0	0	0	0%
	4.3. Evaluation finale du Programme				UNICEF	MAED	20 000	20 000	0	0%
	Total						50 000	54 640	29 951	55%
Produit 4 Suivi évaluation et coordination du programme conjoint:										

La coordination nationale et l'intégration de l'ensemble des fenêtres est assurée.	4.1 Contribution du programme aux coûts de coordination des programmes du F-OMD (expert international ; personnel d'appui ; fonctionnement et voyages)	x			UNICEF		225 000	225 000	225 000	100%
Total							225 000	225 000	225 000	100%
Produit 4 Suivi évaluation et coordination du programme conjoint:										
La coordination nationale et l'intégration de l'ensemble des fenêtres est assurée.	4.1 Appui au fonctionnement de la coordination régionale	x			PAM	CSA	45 107	69 101	55 066	80%
Total							45 107	69 101	55066	80%

Section II: Progrès du Programme conjoint

a. Récit des progrès accomplis, des obstacles et des mesures d'urgence

Progrès au niveau des effets et des résultats:

Concernant le résultat 1 relatif à la composante Sécurité Alimentaire:

- 7 magasins construits et deux autres au stade d'étude, avec mise en place des instances de gestion des caisses d'épargne et de crédit agricole.
- 57 sites ont bénéficié de l'appui en matériel de démonstration et l'appui conseil en vulgarisation des thèmes techniques.
- 9184 femmes et 6123 hommes ont bénéficié directement de la démonstration maraîchère. Les bénéficiaires indirects sont au nombre de 8240 paysans.
- 600 paysans ont eu accès direct à l'appui technique en céréale dont 300 femmes. 2400 personnes dont 1200 femmes ont bénéficié indirectement de cette prestation.
- Les bénéficiaires directs des caisses de crédits au niveau des MMF sont au nombre de 4991 femmes et 2794 hommes directs dans les deux Hodhs. La production pour une superficie de 28,5 hectares de maraichage dans les deux Hodhs est de 285 tonnes, soit un rendement moyen à l'hectare de 10 Tonnes des spéculations cultivées à savoir : (Tomate Oignon Aubergine Choux Pommé Carotte). Une formation sur le warrantage a été dispensée au profit de 7 comités de gestion des magasins multifonctionnels.

Concernant le Résultat 2 relatif à la nutrition :

- 149 CRENAM ont fonctionné au cours de cette période et ont permis de prendre en charge 7000 bénéficiaires entre janvier et avril dont 1 750 femmes et 5 250 enfants.
- 21 968 personnes ont bénéficié de projets de Vivres contre travail
- Les SAVS et les VCT de 2012 sont en cours de mise en œuvre.
- Une campagne de distribution de Vit A et de déparasitage a été menée. La couverture de distribution de Vit A est de 98% au Hodh Echargui et de 98,98% au Hodh El Gharbi. 119 741 enfants âgés de 6 à 59 mois ont bénéficié ainsi de cette supplémentation
- La même campagne a permis de déparasiter 108 658 enfants âgés de 12 à 59 mois ont été déparasités avec une couverture de 100% au Hodh Echargui et de 99,5% Au Hodh El Gharbi
- Une campagne de distribution sur trois mois du Plumpy Doz en faveur de l'ensemble des enfants de 6 à 24 mois est actuellement en cours au niveau des deux Wilayas
- Concernant la Prise en charge des enfants malnutris sévères au niveau des CRENAS 13295 enfants ont été dépistés dont 9 400 sains, 2773 souffrait de malnutrition modérée et ont été référés aux CRENAM alors que 1122 enfants ont été diagnostiqués avec Malnutrition sévères et pris en charge portant le nombre total de malnutris sévère pour la période à 3 197 cas.
- En vue de renforcer les capacités des professionnels de santé et améliorer le reporting un pool de formateur et 191 infirmiers, accoucheuses ont été formés sur la prise en charge de la malnutrition selon le nouveau protocole.
- 6 PCA ont été signés avec les ONG nationales et internationales pour la mise en œuvre d'un programme de C4D sur les Pratiques familiales essentielles.

Concernant le Résultat 3 relatif à la coordination :

- Mise en place pour la première fois en Mauritanie d'un comité régional de coordination de la nutrition au niveau d'une Wilaya du pays (Hodh El Gharbi)
- Réunions régulières du CGP (2) et des CRP (4)
- Formation des noyaux de nutrition, sécurité alimentaire sur leurs rôles et les apports en termes de synergies en total 93 noyaux et 450 membres.
- Une supervision des comités de pilotage des deux régions a été menée au premier trimestre et les points focaux des agences ont mené une mission conjointe de supervision au mois de juin.

Faites-vous face à des difficultés dans la mise en œuvre? Oui Non

Si applicable, quelles sont les causes des difficultés rencontrées? Veuillez cocher l'option la plus pertinente

b.

- Coordination des agences des NU
- Coordination avec le gouvernement
- Coordination au sein du (des) gouvernement(s)
- Difficulté administrative (achats, etc.), financière (gestion des fonds, disponibilité, révision du budget, etc.)
- Gestion : 1. Gestion de l'activité et de la réalisation 2. Gouvernance 3. Prise de décision 4. Responsabilisation
- Conception du Programme conjoint

c.

- Difficulté externe au Programme conjoint (risques et hypothèses, élections, désastre naturel, troubles sociaux, etc.)
- Autre difficulté. Veuillez préciser:

b. Veuillez décrire brièvement (en 250 mots) les difficultés réelles rencontrées par le Programme conjoint. Décrivez ces difficultés par rapport au plan du Document du Programme conjoint. Essayez de décrire des faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles.

- La faiblesse des liaisons fonctionnelles entre les différentes interventions, bien qu'elles se sont améliorées substantiellement depuis le démarrage du Programme
- Les répondants au sein des agences sont souvent multiples selon l'activité en question ce qui rend le processus de communication long et difficile
- Les mécanismes de circulation de l'information entre les agences du SNU d'une part et entre les ministères d'autre part ne sont pas encore rodés et provoquent des retard dans le reporting
- L'attention de plus en plus croissante pour les urgences nutritionnelles et de réfugiés.

- c. Veuillez décrire brièvement (en 250 mots) les difficultés externes au Programme conjoint (Non causées par le Programme conjoint) qui ralentissent la mise en œuvre. Essayez de décrire des faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles.

Le pays connaît une situation d'urgence alimentaire et nutritionnelle. La situation de sécurité alimentaire engendrée par une année avec faible pluviométrie et faiblesse des pâturages constitue un nouveau défi global par rapport aux objectifs du Programme qui est un programme d'accélération.

La nature de certaines activités qui contiennent de gros ouvrages (Magasins multifonctionnels..) qui prennent assez de temps pour la construction et la mise en place et la formation des instances de gestion des mutuelles.

La faiblesse des capacités des services décentralisés au niveau de certains partenaires ralentissent la mise en œuvre.

La situation de sécurité dans les régions surtout au niveau du Hodh Echargui représente un obstacle aux activités surtout dans les aspects de suivi évaluation et de monitoring.

La Crise malienne est venue se greffer sur cette situation avec la présence du camp de réfugiés abritant environ 80 000 réfugiés (iiin) dans la zone d'intervention du Programme

Veuillez décrire brièvement (en 250 mots) les mesures projetées pour éliminer ou atténuer les difficultés décrites ci-dessus (b+C). Essayez le plus possible d'être précis dans vos réponses.

- Le Programme a donné un appui régulier à tous les partenaires pour la mise en place d'actions pour atténuer l'impact de la crise nutritionnelle. Ainsi un plan d'appui a été élaboré avec des actions urgentes à entreprendre. Le programme a aussi facilité le ciblage de zones de distribution de vivres.
- les noyaux commencent à jouer leur rôle de synergies surtout qu'un effort de renforcement des capacités a été consenti par le comité de pilotage du programme à l'intention de ces noyaux. Ainsi une formation a été dispensée à l'ensemble des membres des noyaux sur leur rôle et l'importance des synergies.
- Une base de données commune nutrition, sécurité alimentaire a été mise en place et la formation de gestionnaires est en cours de préparation.
- Les campagnes Vit A ont été intégrées aux campagnes POLIO
- Un consultant National Nutritionniste a été recruté pour suivre les activités dans les zones à risque.
- Un effort constant est fourni pour une prise en compte continue des populations hôtes dans le cadre des activités fournies aux réfugiés.

a. Coordination Inter-Agence et Unité dans l'Action

Le Programme conjoint dans son ensemble reste-t-il dans la ligne du PNUAD? Veuillez cocher la bonne réponse

Oui Non

- Si non, comment le Programme conjoint s'intègre-t-il aux stratégies de développement propres au pays?

Oui Non

Si non, veuillez expliquer:

Quels types de mécanismes de coordination et de décisions ont été mis en place pour assurer un processus et une (des) réalisation(s) conjoint(es)? Les différents programmes conjoints du pays assurent-ils une coordination entre eux? Veuillez répondre aux questions ci-dessus mentionnées et y ajouter tous autres commentaires pertinents (en 250 mots):

Un coordinateur de toutes les fenêtres du Fonds- OMD assure la coordination de l'ensemble et participe activement aux réunions du CGP, une équipe multi agence est mise au niveau périphérique (régionale) appuyée par les points focaux nutrition sécurité alimentaire des agences. Le coordinateur REACH participe également aux réunions du CGP. La coordination entre les programmes reste très faible mais une étude des pistes et une cartographie des interventions synergiques est en cours de finalisation.

Veuillez indiquer les valeurs de chaque catégorie du tableau d'indicateurs ci-dessous:

Indicateurs	Référence	Valeur actuelle	Sources de vérification	Méthodes de collecte
Nombre d'activités de gestion (financière, achats, etc.) menées conjointement par les agences de mise en œuvre pour les PC du F-ODM	0	0		
Nombre d'analyses conjointes (études, diagnostic) menées dans le cadre du PC du F-ODM	0	4	Rapport sur le dépistage intégré à la campagne de masse de vitamine A et des dépistages de situation	Rapports
Nombre de missions et d'analyses menées conjointement par les agences de mise en œuvre pour les PC du F-ODM	0	7	Rapport de la mission conjointe sur le ciblage et la mise en place des comités régionaux de pilotage Rapport de la mission conjointe de suivi et de supervision moughataa de Tamchekett. Rapports de mission conjointes Comités de pilotage et de mise en place des noyaux de nutrition, Rapport de la mission des chefs d'agences. Rapport de missions conjointes des points focaux	Rapports

Veuillez fournir des informations additionnelles étayant les valeurs des indicateurs (en 250 mots) Essayez de décrire des faits qualitatifs et quantitatifs en évitant les interprétations ou les opinions personnelles.

b. Efficacité du développement: Déclaration de Paris et Programme d'Action d'Accra

Les partenaires du gouvernement et autres partenaires de la mise en œuvre nationale sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?

- Pas engagés
- Quelque peu engagés
- Assez engagés
- Pleinement engagés

Dans quel genre de décisions et d'activités les partenaires du gouvernement sont-ils engagés? Veuillez cocher la(es) réponse(s) adaptée(s)

- Politique/prise de décisions
- Gestion: budget Achats Fourniture de services
- Autres, spécifiez: SUIVI

Qui dirige et/ou préside le CGP et combien de fois s'est-il réuni ?

Institution dirigeant et/ou président le CGP Ministère de la Santé/UNICEF Nombre de réunions. 6

La Société Civile et/ou le Secteur privé sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?

- Pas engagés
- Quelque peu engagés
- Assez engagés
- Pleinement engagés

Dans quel genre de décisions et d'activités sont-ils engagés? Veuillez cocher la(es) réponse(s) adaptée(s)

- Politique/prise de décisions
- Gestion: budget Achats Fourniture de services
- Autres, spécifiez: Suivi

Les citoyens sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?

- Pas engagés
- Quelque peu engagés
- Assez engagés

Pleinement engag

Dans quel genre de décisions et d'activités les citoyens sont-ils engagés? Veuillez cocher la(es) réponse(s) adaptée(s)

Politique/prise de décisions

Gestion: budget Achats Fourniture de services
 Autres, spécifiez: Suivi

Où est logée l'Unité de gestion du Programme?

Gouvernement National Gouvernement Local
 Agence des NU Seul Autre, spécifiez

Sur la base de vos réponses précédentes, décrivez brièvement la situation actuelle du gouvernement, de la société civile, du secteur privé et des citoyens en termes d'appropriation, de conformité et de responsabilité mutuelle des programmes conjoints et donnez des exemples

L'unité de coordination du programme est logée dans le sous bureau du PAM à Aioun pour offrir les meilleures conditions de travail au personnel recruté dans le cadre du PC étant donné la faiblesse des structures locales sur le plan des infrastructures. Les institutions publiques et les ONGS sont des partenaires de mise en œuvre qui participant aux réunions du CGP et des comités régionaux de pilotage du programme. Les services techniques de l'état et les ONGs assurent la mise en œuvre du programme. Les activités du programme bénéficient de l'attention des autorités locales qui prennent part aux réunions des comités de pilotage. Les réunions de comité de pilotage au nombre de 4 entre janvier et décembre 2011 garantissent la participation des secteurs publiques, de la société civile dans la conception, le suivi évaluation des interventions. Les citoyens sont impliqués directement dans la gestion d Programme à travers les comités de gestion des SAVS, CRENAM, VCT, MMF, etc. qui sont actuellement regroupés dans les noyaux de nutrition sécurité alimentaire. Ces noyaux garantissent l'appropriation des actions ainsi que le suivi de proximité.

c. Communication et Plaidoyer

Le PC a-t-il articulé une stratégie de communication et de plaidoyer qui aide à l'avancement de ses objectifs et du développement de ses résultats? Si pertinent, veuillez brièvement expliquer dans une pièce jointe les objectifs, éléments clés et public cible de cette stratégie (max. 250 mots)

Le Programme conjoint a développé un programme de communication et de plaidoyer annuel. Ce programme a essentiellement deux objectifs :

- Le Programme MDG-F Nutrition et sécurité alimentaire est plus visible et ses interventions mieux connues et appréciées par ses partenaires et le public grâce à la communication externe.
- Le Programme MDG-F promu à travers le plaidoyer pour les OMDs et la mobilisation des ressources et des partenariats

Pour arriver à ces objectifs le programme a développé une gamme de stratégies ; presse Briefing, histoires de vie, organisation de field visites pour journalistes (12 journalistes en 2010 et 9 en 2011) et production de supports. La mise à profit des radios régionales permettra d'approcher les services des citoyens. En 2012, les journalistes de la presse écrite opérant dans la zone d'intervention du Programme ont été formés sur la nutrition et la C4D.

Pour le volet Plaidoyer le Programme conjoint a comme stratégie l'organisation de panels de haut niveau (1 déjà organisé en 2010 et un prévu en 2012), la production de vidéo de capitalisation des acquis du programme et la mobilisation de ressources par l'appui d'expertise externe.

Ce Programme vise d'une part les élus locaux et l'administration territoriale mais aussi les populations reculées et enclavées.

Quels apports concrets les efforts de plaidoyer et de communication mentionnés dans le PC et/ou les stratégies nationales contribuent à leurs réalisations

- Augmenter la sensibilisation entre les citoyens et les gouvernements en rapport aux questions liées aux ODM.
- Augmenter le dialogue entre citoyens, la société civile, le gouvernement national local en rapport aux pratiques et politiques de développement.
- Politique nouvelle/adoptée et législation promouvant l'avancement des ODM et autres objectifs connexes.
- Établissement et/ou lien avec les réseaux sociaux promouvant l'avancement des ODM et autres objectifs connexes.
- Moments clés/manifestations de mobilisation sociale qui soulignent ses questions.
- Promotion via les médias et plaidoyer
- Autres (utilisez la case ci-dessous)

Quel est le nombre et type de partenariats ayant été établis entre les différents secteurs de la société afin de promouvoir la réalisation des ODM et autres objectifs connexes?

- | | |
|---|------------|
| <input type="checkbox"/> Organisations religieuses | Nombre |
| <input type="checkbox"/> Réseaux sociaux/coalitions | Nombre 7 |
| <input type="checkbox"/> Groupes locaux de citoyens | Nombre 110 |
| <input type="checkbox"/> Secteur Privé | Nombre 5 |
| <input type="checkbox"/> Institutions académiques | Nombre 1 |
| <input type="checkbox"/> Groupes de média/journalistes | Nombre 2 |
| <input type="checkbox"/> Autres (utilisez la case ci-dessous) | Nombre |

Le PC a permis de former des journalistes de deux grands réseaux liés aux groupes de media/journalistes; (1) réseau de femmes journalistes et (2) le syndicat des journalistes indépendants. Le PC contractualise avec 2 ONGs internationales et 6 nationales présentes dans les deux régions. Le PC a formé les journalistes de la presse libre dans la zone d'intervention.

Quelles activités de promotion le programme met-il en œuvre pour s'assurer que la population locale ait accès adéquat aux informations sur le programme et sur les opportunités découlant d'une participation active à sa réalisation?

- Discussions de groupes focaux
- Enquêtes sur les ménages
- Utilisation des moyens de communication locaux tels que la radio, les troupes de théâtre, les journaux, etc.
- Forum de réunions ouvertes au public
- Renforcement des capacités/Formations
- Autres

Les journalistes formés par REUTERS sur la nutrition et media ont organisé des émissions sur les radios locales avec participation directe des bénéficiaires du Programme. Ces émissions ont permis aux populations de poser des questions sur le PC et de manifester leurs avis quant aux interventions mises en œuvre. Des interviews avec les services concernés ont été également menées en vue d'informer le public sur les OMD et le PC Nutrition sécurité alimentaire et nutrition.

Des publications sur le net et dans la presse écrite ont été réalisées pour faire connaître le programme et son bailleur le royaume d'Espagne.

Le programme compte organiser des activités avec les deux radios rurales présentes au niveau des régions pour informer les populations sur les services, les OMD et le bailleur de fonds. En 2012, des interviews dans ces Radio ont déjà été faites sur l'intervention du PC.

Section III: Objectifs de Développement du Millénaire

a. Objectifs de Développement du Millénaire

Le principal objectif du F-ODM est de contribuer à l'avancement vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans le monde. Cette sous-section sert à recueillir les données et les informations sur la contribution des programmes conjoints à un ou plusieurs objectifs et cibles du Millénaire pour le développement.

À cette fin, le secrétariat a développé une matrice dans laquelle vous devez relier les résultats de votre programme conjoint à un ou plusieurs cibles et objectifs du Millénaire pour le développement. Cette matrice doit être interprétée de gauche à droite. Dans un premier temps, vous devez y indiquer en quoi chaque résultat du PC contribue à un ou plusieurs OMD. Une fois ces liens établis, ils doivent être approfondis en reliant chaque résultat du programme conjoint à un ou plusieurs OMD. Dans un troisième temps, vous devez estimer le nombre de bénéficiaires atteints par le PC pour chaque résultat spécifique. Enfin, vous devez sélectionner les indicateurs les plus adaptés dans le cadre de S&E de votre programme conjoint pour mesurer les cibles du Millénaire sélectionnées. Voir l'exemple ci-dessous.

ODM 1	Résultat 1 du Programme Conjoint	Cible ODM 2	Indicateurs ODM	Indicateur de PCs
Eradiquer l'extrême pauvreté et la faim	La sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables est améliorée par l'accroissement de la disponibilité et l'accès aux produits alimentaires et le renforcement des capacités économiques des ménages en particulier du milieu rural pauvre	Réduire de moitié, d'ici 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim	Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans Proportion de la population en dessous du seuil minimal d'apport recommande en énergie alimentaire	Taux d'insécurité alimentaire
	Résultat 2 du Programme Conjoint	Cible ODM 2	Indicateur ODM	Indicateur de PC
	Les mères d'enfants de moins de cinq ans adoptent des comportements adéquats en matière d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant et la prise en charge de la malnutrition aiguë chez les enfants, les femmes enceintes et allaitantes est assurée de façon continue	Réduire de moitié, d'ici 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim	Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans Proportion de la population en dessous du seuil minimal d'apport recommande en énergie alimentaire	Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de 6-59 mois % des enfants de 6-59 mois avec une alimentation minimale acceptable (fréquence et diversité)
	Résultat 3 du Programme Conjoint	Cible ODM	Indicateur ODM	Indicateur de PC

	Les capacités des acteurs du gouvernement et des partenaires sont renforcées pour la coordination et le suivi de la mise en œuvre des politiques en matière de nutrition et de sécurité alimentaire	-	-	<p>Niveau du fonctionnement de mécanismes de coordination (régularité et fréquentation des réunions aux :</p> <p>Nombre de réunion du CGP</p> <p>Nombre de réunions des comités de pilotage réalisées par région</p> <p>Nombre de sessions de plaidoyer organisées</p>
--	---	---	---	--

Commentaires explicatifs additionnels

Veillez indiquer toute information et contribution pertinente du programme pour les OMD, tant au niveau national que local.

Les interventions de nutrition et de sécurité alimentaire contribuent aussi à l'atteinte de l'OMD 2, 3, 4, 5 et 6.

Veillez indiquer tous autres commentaires ou données que vous souhaitez communiquer au Secrétariat du F-OMD.

Le lien entre REACH et PC conjoint permettent de renforcer la coordination intersectorielle de nutrition. La facilitatrice REACH participe aux réunions du comité de gestion.

1. 4. Approches intégrées mises en avant pour l'élimination de la faim et la malnutrition chez les enfants

1.1. Nombre d'individus souffrant d'insuffisance pondérale dans les domaines d'intervention					
<input checked="" type="checkbox"/> Enfants âgés de moins de 2 ans	Nbre total 13166	Nbre en zone urbaine 2106	Nbre en zone rurale 11060	Nbre de filles 6129	Nbre de garçons 7037
<input checked="" type="checkbox"/> Enfants âgés de 2 à 5 ans	Nbre total 15987	Nbre en zone urbaine 2558	Nbre en zone rurale 13429	Nbre de filles 7441	Nbre de garçons 8546
<input type="checkbox"/> Enfants âgés de plus de 5 ans	Nbre total	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de filles	Nbre de garçons
<input type="checkbox"/> Femmes	Nbre total			Nbre de femmes enceintes	Nbre de garçons
1.2. Nombre d'individus pris en charge au titre du programme conjoint qui reçoivent un traitement contre la malnutrition aigue et/ou des services d'appui à la sécurité alimentaire dans les zones d'intervention					
CRENAM					
<input type="checkbox"/> Femmes	Nbre total 1750	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de femmes	Nbre de garçons
<input type="checkbox"/> Hommes	Nbre total	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	enceintes	
<input type="checkbox"/> Enfants de 6 a 59 mois	Nbre total 5250	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de filles	
1.3. Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans² :			Remarques :		
Échelon national 24,6% Zone ciblée 39,8% HEC et 24,1% HEG			<ul style="list-style-type: none"> - L'ensemble des données nutritionnelles datent de juillet 2011 - Pour la prévalence de l'anémie les données datent de mars 2008 		
Proportion de la population dont l'apport énergétique alimentaire est inférieur au besoin énergétique alimentaire minimal :					
Échelon national % Zone ciblée %					
Si disponible / applicable :					
Prévalence de l'malnutrition chronique :					
Échelon national 16,3% Zone ciblée 15.3% HEG et 28.2% HEC					
Prévalence de l'anémie :					
Échelon national 84,7% Zone ciblée 89,1%					
² Chiffres extraits de la liste officielle des indicateurs relatifs aux OMD					

1.4. Type d'interventions et/ou de stratégies mises à l'échelle grâce à l'appui du programme conjoint et nombre de citoyens bénéficiaires :									
<input checked="" type="checkbox"/> Production alimentaire et diversification dans les petites	Nbre à l'échelon national	Nbre à l'échelon local	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de filles	Femmes enceintes	Nbre de garçons		

2. 4. Approches intégrées mises en avant pour l'élimination de la faim et la malnutrition chez les enfants

exploitations								
<input type="checkbox"/> Enrichissement des produits alimentaires	Nbre à l'échelon national	Nbre à l'échelon local	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de filles	Femmes enceintes	Nbre de garçons	
<input type="checkbox"/> Programmes de distribution de repas scolaires	Nbre à l'échelon national	Nbre à l'échelon local	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de filles	Femmes enceintes	Nbre de garçons	
<input checked="" type="checkbox"/> Communication relative à la modification du comportement	Nbre à l'échelon national	Nbre à l'échelon local	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de filles	Femmes enceintes	Nbre de garçons	
<input checked="" type="checkbox"/> Approches sexospécifiques							Nbre de garçons	
<input type="checkbox"/> Interventions ciblant les populations vivant avec le VIH	Nbre à l'échelon national	Nbre à l'échelon local	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de filles	Femmes enceintes	Nbre de garçons	
<input checked="" type="checkbox"/> Promotion de l'allaitement au sein exclusivement	Nbre à l'échelon national 421394	Nbre à l'échelon local 64806	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de filles	Femmes enceintes	Nbre de garçons	
<input checked="" type="checkbox"/> Programmes d'alimentation thérapeutique	Nbre à l'échelon national 10100	Nbre à l'échelon local 2800	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de filles	Femmes enceintes	Nbre de garçons	
<input type="checkbox"/> Vaccinations					Nbre de filles	Femmes enceintes	Nbre de garçons	
<input checked="" type="checkbox"/> Autre (Capsules de Vitamine A 6-59 mois)	Nbre à l'échelon national 543 763	Nbre à l'échelon local 107 802	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale			Nbre de garçons	
Mebendazole 12-59 mois	Nbre à l'échelon national 489 833	Nbre à l'échelon local 98076	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale			Nbre de garçons	
	Nbre à l'échelon national	Nbre à l'échelon local	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale				

2. Plaidoyer et intégration de l'accès à l'alimentation et à la nutrition de l'enfant dans les politiques pertinentes

2.1 Nombre de lois, de politiques et de plans liés à la sécurité alimentaire et la nutrition de l'enfant élaborés ou examinés au titre du programme :

- Politiques Nbre à l'échelon national 1 Nbre à l'échelon local
- Lois Nbre à l'échelon national 1 Nbre à l'échelon local
- Plans Nbre à l'échelon national 1 Nbre à l'échelon local 10

3. Estimation, suivi et évaluation

3.1. Nombre de systèmes d'informations appuyés par le programme conjoint fournissant des données ventilées relatives à la sécurité alimentaire et la nutrition :

Nbre à l'échelon national 1
Nbre en zone rurale 1
Nbre total 2